

**Direction régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

A Orléans, le 15 mai 2014

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----

**Société AFL HONEYCOMB STRUCTURES**

-----

**Commune de COURTENAY**

-----

**Proposition d'un arrêté préfectoral d'autorisation  
(régularisation administrative d'une installation de  
traitement de surfaces)**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet** : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé dans le cadre de la régularisation administrative d'une installation de traitement de surfaces exploitée par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES sur la commune de COURTENAY.

Par lettre en date du 25 janvier 2013, M. Patrick POISSON, agissant en qualité de gérant de la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES, dont le siège social est situé 22 route de Joigny, sur le territoire de la commune de COURTENAY (45 320), a sollicité l'autorisation d'exploiter un établissement de traitement de surfaces. Cette demande entre dans le cadre de la régularisation administrative des activités du site.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en préfecture du LOIRET le 25 janvier 2013, complété le 9 octobre 2013 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 25 octobre 2013.

Un plan du site est joint en annexe du présent rapport.

PJ : Annexe 1 : Plan du site  
Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral

## 1. Objet de la demande

### 1.1 Nature et Volume des activités

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2565	2-a)	A	<b>Revêtement métallique ou traitement</b> (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique <b>2564</b> .  2. procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant : a) supérieur à 1.500 l	Volume des cuves de traitement	> 1 500	l	<b>2 600</b>	<b>l</b>
2560	B	NC	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b>  B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW.	Puissance des machines concourant au fonctionnement de l'installation	< 150	kW	<b>63</b>	<b>kW</b>
2940	3	NC	<b>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...)</b> à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphalte, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique  2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est inférieure à 10 kg/j.	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre par jour.	< 10	kg/j	<b>8</b>	<b>kg/j</b>
1432	2	NC	<b>Liquides inflammables</b> (stockage en réservoirs manufacturés de)  2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	Capacité équivalente totale.	< 10	m <sup>3</sup>	<b>Emploi et stockage d'acétone</b> <b>Capacité équivalente : 1,8</b>	<b>m<sup>3</sup></b>

A autorisation, D déclaration, NC non classable

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

## **1.2 Description de l'établissement**

Le dossier déposé par le pétitionnaire AFL HONEYCOMB STRUCTURES présente le projet d'exploiter un établissement de traitement de surfaces dans le cadre de la régularisation administrative des activités du site.

La société AFL HONEYCOMB STRUCTURES est spécialisée dans la fabrication de structures en nids d'abeilles aluminium destinées au milieu de l'automobile et de l'aéronautique.

Les activités actuellement exercées sur le site sont le traitement de surfaces, le travail mécanique des métaux et l'application de peinture.

Le site est implanté en zone classée 1 UI (zone d'activités destinée à recevoir des établissements industriels, commerciaux et des bureaux) au Plan Local d'urbanisme de la commune de COURTENAY.

Le site occupe une superficie totale de 38 292 m<sup>2</sup>, la surface totale des bâtiments est de 6 485 m<sup>2</sup>. La surface de bâtiment actuellement exploitée par la société AFL est de 2 244 m<sup>2</sup>.

Le site n'est pas implanté dans un environnement naturel sensible. Il est toutefois, sur environ 50 % de sa surface, inclus dans le périmètre de protection de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul de COURTENAY. Cette église, classée monument historique, est située à environ 450 mètres de l'installation. A ce titre, toute extension ou modification de l'aspect extérieur des bâtiments devra faire l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Le projet ne prévoit ni modification des façades ni extension des bâtiments existants.

A environ 90 mètres du site est implantée une société spécialisée dans la fabrication de filtres à particules.

Les habitations les plus proches se situent à environ 50 m côté nord-ouest (logements de fonction de la gendarmerie de COURTENAY), et le long de la route de Joigny à environ 60 m côté nord-est.

## **1.3 Présentation de la demande**

La société AFL HONEYCOMB STRUCTURES est actuellement réglementée dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 22 août 2012 imposant des prescriptions particulières dans l'attente de la décision relative à sa demande de régularisation administrative des activités.

Lors de la visite d'inspection du 10 février 2012, l'inspection a pu constater que la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES exerce des activités de traitement de surfaces des métaux par attaque chimique soumises à autorisation sous la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées dans son établissement de COURTENAY, sans disposer de l'autorisation préfectorale requise.

Par arrêté préfectoral du 12 juillet 2012, la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES, a été mise en demeure de déposer à la préfecture du Loiret un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vue de la régularisation administrative des activités de son établissement.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en préfecture du LOIRET le 25 janvier 2013, complété le 9 octobre 2013 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 25 octobre 2013.

## **1.4 Cadre administratif de l'instruction**

Les cuves de traitement de surfaces ont un volume de 2 600 litres.

Ce volume impose un classement des installations de traitement de surfaces au régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2565-2 de la nomenclature des installations classées).

Compte tenu de la création d'une activité soumise à autorisation préfectorale, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter devait être déposé en préfecture, suivi d'une enquête publique, conformément aux dispositions des articles R 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

## **1.5 Maîtrise de l'urbanisation**

L'étude de dangers figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et dans ses compléments montre que pour le scénario majorant d'incendie du stockage de cartons et palettes situé au milieu de l'atelier, les zones d'effets thermiques létaux et irréversibles restent confinées à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1 Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 27 décembre 2013 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

- bien que l'analyse de l'état initial du sous-sol aurait pu être davantage développée, le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement,
- le dossier prend en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'installation sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés,
- au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet si celles-ci sont mises en œuvre rapidement (notamment les moyens de confinement des eaux d'extinction).

### **2.2 Enquête publique**

L'arrêté préfectoral du 3 décembre 2013 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES. L'enquête s'est déroulée du 10 février 2014 au 14 mars 2014 inclus, dans la commune de COURTENAY.

Le registre d'enquête publique tenu dans cette commune fait état d'une observation, émise le 22 février 2014, demandant quel type d'activité pourra se développer sur le reste du bâtiment, inoccupé à ce jour, après la mise en place du mur coupe-feu.

### **2.3 Avis du commissaire enquêteur**

Dans son rapport en date du 4 avril 2014, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES, assorti de la recommandation suivante : « le bassin destiné à confiner les eaux ayant servi à éteindre un incendie est en cours d'étude et devrait être réalisé rapidement ».

En ce qui concerne l'observation relative au type d'activité pouvant être exercée dans la partie de bâtiment inoccupée à ce jour, le commissaire enquêteur indique que « le pétitionnaire y permettra l'installation d'autres activités dès qu'il en aura l'occasion ».

### **2.4 Avis du conseil municipal de COURTENAY**

Lors de sa délibération en date du 24 février 2014, le conseil municipal de COURTENAY, après délibération et à l'unanimité, émet un avis favorable à la demande présentée par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES.

### **2.5 Avis des services consultés**

#### **2.5.1 Avis de l'institut national de l'origine et de la qualité**

Par courrier en date du 16 décembre 2013, l'institut national de l'origine et de la qualité a indiqué n'émettre aucune remarque sur le projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les IGP concernées.

### **2.6 Information des autres services**

#### **2.6.1 Information du Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Par courrier en date du 19 décembre 2013, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET a émis plusieurs remarques concernant :

- l'accès des véhicules de secours
- la réévaluation de la défense extérieure contre l'incendie du site en cas d'extension,
- le mode d'alimentation des poteaux d'incendie privés présents sur le site et leur débit nominal,
- le dispositif de confinement des eaux d'extinction.

## **2.7 Réponse apportée par le pétitionnaire**

Le courrier du SDIS a été transmis par l'inspection des installations classées au pétitionnaire, qui n'a pas formulé de réponse.

## **2.8 Autres avis**

Compte-tenu de son effectif (moins de 50 salariés), la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES ne dispose pas de Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

## **3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **3.1 Dispositions figurant dans le dossier déposé par le pétitionnaire**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

#### **3.1.1 *Impact sur l'eau***

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau communal de COURTENAY pour les usages sanitaires et les besoins industriels.

La consommation d'eau issue du réseau public est d'environ 135 m<sup>3</sup>/an.

Le site est à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux usées sanitaires,
- eaux pluviales de toitures et ruissellement sur les aires imperméabilisées.

Les eaux usées sanitaires sont rejetées directement au réseau communal qui est raccordé à la station d'épuration de COURTENAY où elles sont traitées.

Les eaux pluviales de toitures et ruissellement sur les aires imperméabilisées sont rejetées directement dans le réseau public eaux pluviales.

Les eaux issues de process de traitement de surfaces sont déconcentrées automatiquement au refoulement de la pompe du laveur pour être dirigées vers une cuve de stockage et être traitées dans une station de traitement en tant que déchet.

#### **3.1.2 *Impact sur l'air***

Les principales sources d'émissions atmosphériques sont liées aux rejets du traitement de surfaces.

Les conditions de rejet et les valeurs limites d'émission des installations de traitement de surfaces sont fixées par les articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

Une campagne de mesure des rejets atmosphériques a été effectuée en octobre 2012. Celle-ci met en évidence un respect des valeurs limites prescrites par l'article 26 de l'arrêté ministériel sus-nommé.

#### **3.1.3 *Bruit***

Les émissions sonores de l'établissement proviennent principalement des extractions en façade de l'atelier, de l'activité de découpe des pains d'aluminium et du trafic routier engendré par les déplacements des employés et camions sur le site.

L'installation fonctionne de 8h à 17h et du lundi au vendredi.

Une mesure acoustique a été réalisée en avril 2010. Celle-ci met en évidence un respect des niveaux acoustiques maximum admissibles en limite de propriété.

Il est à noter que lors de la mesure acoustique d'avril 2010, les logements de fonction de la gendarmerie situés au nord-ouest du site n'étaient pas construits.

Nonobstant le fait que la gendarmerie est située du côté des bureaux du site, le projet d'arrêté préfectoral prévoit néanmoins une mesure de la situation acoustique du site, dans un délai de 6 mois. Cette mesure prendra en compte les logements de fonction de la gendarmerie comme zone à émergence réglementée.

### 3.1.4 Gestion des déchets

Les principaux déchets générés par l'activité sont :

- des déchets non dangereux tels que cartons, emballages plastiques non souillés et chutes d'aluminium,
- des déchets dangereux constitués de peintures usagées, solvants, diluants et bains usés provenant du traitement de surfaces.

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible (chutes d'aluminium, cartons, palettes bois,...) soit éliminé vers des filières autorisées.

### 3.1.5 Transports

Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire estime le trafic routier induit par le fonctionnement de l'établissement à 5 passages par jour pour les véhicules légers utilisés par le personnel du site (le personnel utilise un minibus pour se rendre sur le site depuis AMILLY) et à 2 passages par semaine pour les poids lourds.

L'accès au site se fait depuis la route de JOIGNY (RD 32) pour laquelle aucun comptage routier (dans la portion concernée par AFL) n'a été trouvé. On peut toutefois estimer que l'impact de la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES est faible.

### 3.1.6 Impact sur les sols

Aucune coupe géologique déjà établie n'a été trouvée à proximité immédiate du site, cependant le dossier montre que la présence de puits à proximité du site ainsi que la couche alluvionnaire en surface sont des indices d'une nappe alluviale située à très faible profondeur.

Les principaux produits dangereux susceptibles d'engendrer une pollution des sols sont clairement identifiés.

Il s'agit des produits d'attaque chimique de l'aluminium présents dans la chaîne de traitement de surfaces et les déchets liquides de cette chaîne.

La campagne de mesures d'avril 2013 portant sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées démontre la conformité de l'établissement aux valeurs limites réglementaires.

Les capacités de rétention de la chaîne de traitement de surfaces sont correctement dimensionnées, elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. La chaîne de traitement de surfaces fonctionne en rejets zéro, les bains usés étant traités en tant que déchets.

Les sols des installations sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable par les produits employés sur le site.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.

Les dispositions mises en place par l'exploitant sont donc conformes aux exigences réglementaires et adaptées à la sensibilité du milieu.

### 3.1.7 Impact sur les milieux naturels

Le site est implanté en dehors de toute zone protégée telle que ZNIEFF, ZICO, ZPS, SIC et site naturel classé.

Le site n'est pas implanté dans un environnement naturel sensible. Il est toutefois, sur environ 50 % de sa surface, inclus dans le périmètre de protection de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul de COURTENAY. Cette église, classée monument historique, est située à environ 450 mètres de l'installation. A ce titre, toute extension ou modification de l'aspect extérieur des bâtiments devra faire l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Le projet ne prévoit ni modification des façades ni extension des bâtiments existants.

### 3.1.8 Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que le site sera remis en état pour un usage à vocation industrielle, en accord avec l'environnement du site et le règlement d'urbanisme. La mise en sécurité des bâtiments et la coupure des énergies seront notamment réalisées.

### **3.1.9 Impact sur la santé**

L'étude d'impact sanitaire figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter montre que les risques chroniques dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus sont acceptables.

### **3.1.10 Risques d'accident**

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en mai 2013 indique que le principal risque lié aux activités du site est l'incendie du stockage de cartons et palettes situé au milieu de l'atelier, à proximité de la cabine de peinture.

La modélisation du scénario démontre que les effets thermiques (seuls effets identifiés du scénario) restent confinés à l'intérieur du site.

L'étude permet donc de manière probante d'appréhender les impacts, en terme de rayonnements thermique.

Par ailleurs, la ressource en eau maximale nécessaire à l'extinction d'un incendie sur le site a été évaluée à 150 m<sup>3</sup>/h par le pétitionnaire. Cette ressource en eau est constituée de 4 poteaux d'incendie situés à l'intérieur du site et assurant un débit de 150 m<sup>3</sup>/h.

Concernant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, le volume total de liquide à mettre en rétention a été estimé par l'exploitant à 400 m<sup>3</sup>.

A ce jour, aucun dispositif de rétention des eaux d'extinction n'existe sur le site.

Le projet d'arrêté préfectoral prescrit la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction dans un délai de 18 mois.

Dans l'attente, le site est équipé de dispositifs (type ballons) permettant d'obturer les réseaux eaux usées et eaux pluviales évitant ainsi une pollution des réseaux par les eaux d'extinction.

Les mesures de prévention et de protection (limitation des quantités stockées, moyens de défense incendie, permis de feu, vérification périodique des installations électriques, ...) mises en œuvre et décrites dans l'étude de dangers sont satisfaisantes, sous réserve de répondre aux recommandations du SDIS, prises en compte dans le projet de prescriptions joint au présent rapport.

## **4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Les prescriptions intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral relatives aux observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative concernent principalement les points suivants :

- obligation d'assurer un débit de 150 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar minimum de pression pour assurer la défense incendie du site,
- mise en place d'un dispositif de confinement destiné à recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie,
- surveillance périodique de la qualité des effluents atmosphériques issus des installations de traitements de surfaces.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

## **5. CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et des avis formulés, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES sur son site d'implantation de COURTENAY.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET d'autoriser les activités prévues par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

L'inspecteur des Installations Classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET

Pour le directeur,

Signé